



CHAPITRE 33

LOI CONCERNANT LA CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé de l'entretien des prisonniers*.

2. La corporation de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale—dans les limites de laquelle il a été commis un acte criminel ou une infraction punissable en vertu des parties V ou XVI du Code criminel concernant le vagabondage, les maisons de désordre, leur habitation ou fréquentation, les assauts indécents, les actions indécentes, les assauts sur agents de la paix de la municipalité, ou d'autres dispositions du Code criminel concernant ces actes criminels ou infractions ou les dommages à la propriété, ou en vertu des six premiers paragraphes de l'article 4 de la Loi de la police et du bon ordre (chap. 168), dans les endroits auxquels ces paragraphes s'appliquent, ou une contravention au Code municipal, à la charte d'une corporation municipale, ou aux règlements passés par les conseils de ces cité, ville, village ou municipalité rurale—est tenue, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district, de payer au gouvernement quinze centins pour chaque jour que ce délinquant est ainsi détenu en prison. S. R. (1909), 1507; 4 Geo. V, c. 13, s. 1.

Montant payable pour la détention de certains délinquants.

3. Les sommes qui peuvent devenir dues en vertu de l'article 2, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et sont payables trimestriellement, par les cités et villes, le premier jour juridique des mois de juillet, octobre, janvier et avril, et, par les autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de juillet. S. R. (1909), 1508.

Mode de paiement.

4. Le shérif de chaque district doit, au commencement de chaque mois, préparer et transmettre au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, l'état que le shérif de chaque district doit préparer, etc.

un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues pendant le mois précédent par chacune des différentes corporations municipales de son district; et ce percepteur du revenu doit, en recevant cet état, envoyer sans délai, au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état par lui certifié des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de juillet alors prochain, suivant le cas. S. R. (1909), 1509.

Recouvrement du montant payable.

5. A défaut par une corporation municipale de payer le montant qu'elle doit, aux jours ci-dessus spécifiés, ce montant doit être recouvré, avec les frais, par action intentée par le percepteur du revenu, en son propre nom, pour Sa Majesté, devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. (1909), 1510.

Pouvoir de chaque corporation de se faire rembourser.

6. Il est loisible à une corporation qui a ainsi payé une somme quelconque au gouvernement, pour la détention d'un délinquant dans la prison commune, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire sur les biens meubles ou immeubles du délinquant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance ou à son entretien, s'il est mineur. S. R. (1909), 1511.

Exécution de la loi.

7. Le trésorier de la province est chargé de l'exécution de la présente loi.